

PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE

Décision
relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Alsace

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 22 mai 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° F04213P0074 (y compris ses annexes), présenté par Monsieur le Maire de OBERHOFFEN-SUR-MODER reçu complet le 31 juillet 2013, et relatif à un projet de défrichement, sur la commune de OBERHOFFEN-SUR-MODER ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 6 août 2013 ;

Considérant la nature du projet présenté, qui consiste à défricher partiellement la partie boisée d'une parcelle de 8,2 hectares, composée principalement de robiniers, en vue de la création du lotissement « les Binsen » ;

Considérant que le projet de création du lotissement « les Binsen » a lui-même donné lieu à un examen au cas par cas n° F04212P0029 et à une décision en date du 4 décembre 2012 demandant la réalisation d'une étude d'impact qui se devra d'analyser notamment les enjeux environnementaux liés au défrichement ;

Considérant la faible surface concernée par le projet de défrichement ;

Considérant la faible valeur patrimoniale des boisements concernés ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace ;

Décide

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de défrichement, sur la commune de OBERHOFFEN-SUR-MODER, présenté par Monsieur le Maire de OBERHOFFEN-SUR-MODER, n'est pas soumis à étude d'impact.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Strasbourg, le 28 AOÛT 2013

Le Préfet,



Voies et délais de recours

1) Un recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de **deux mois** suivant la réception de la décision.

En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif doit être adressé à
Monsieur le préfet de région
Préfecture de la région Alsace
5 place de la République
BP 87031
67073 STRASBOURG cedex

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de **deux mois** à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif.

Le recours contentieux doit être adressé au :
Tribunal administratif de STRASBOURG
31 avenue de la Paix
67000 STRASBOURG